



ABONNEMENTS :

Loire et Départements limitrophes
Six Mois 2 fr. 50
UN AN 5 —
Autres Départements :
Six Mois 3 fr. —
UN AN 6 —

Les Abonnements doivent être adressés aux Bureaux du Journal.

INSERTIONS :

ANNONCES, la ligne . . . 25 cent.
RÉCLAMES, — . . . 35 —
FAITS DIVERS, — . . . 50 —

Elles sont reçues :

À ROANNE, à l'Imprimerie Forézienne ;
À LYON, Agence Fournier, 14, r. Confort ;
À PARIS, Ag. Havas, 8, p. de la Bourse.

LE RÉVEIL ROANNAIS

POLITIQUE HEBDOMADAIRE

Organe Radical-Socialiste de la Région Forézienne

Désigné pour la Publication légale des Annonces Judiciaires et des Actes de Société de l'Arrondissement de Roanne

Les Abonnements partent du 1^{er} et du 16 de chaque mois et sont payables d'avance

Les Lettres non affranchies sont refusées

Les Manuscrits non insérés ne seront pas rendus

Pour tout ce qui concerne les Annonces, s'adresser à l'Imprimerie Forézienne, 6, Cours de la République.

Adresser tout ce qui concerne la Rédaction au Gérant
PLACE DE LA LOIRE

ROANNE

Les Abonnements partent du 1^{er} et du 16 de chaque mois et sont payables d'avance.

Les Lettres non affranchies sont refusées

Les Manuscrits non insérés ne seront pas rendus

SOMMAIRE. — Question d'Impôt. — Semaine Politique. — La Souris et le Chat. — Echos de France. — Les Conseils du Travail. — Une nouvelle Croisade. — Conseil Municipal. — Chronique Locale. — Récompense Posthume. — Réforme de l'Impôt. — Faillites. — Etat-civil.

La Question des Impôts

La voix du peuple réclamant la réforme vraie et équitable de notre système d'impôts se fait entendre, chaque jour, d'avantage. Plusieurs journaux entrent dans la ligne des revendications, dérogeant à nos habitudes nous empruntions aujourd'hui au Journal Commercial, l'intéressant article qu'il publie sur ce sujet :

Parler de la nécessité de réformer le système financier actuel et le remplacer par une organisation nouvelle plus en rapport avec nos mœurs et le besoin d'équité et d'égalité qui pénètre de plus en plus dans les couches profondes de la nation, c'est répéter une vieille antienne que les voix les plus autorisées ont redite avant nous.

Il n'est personne qui ne connaisse que l'organisation fiscale actuelle consacre et perpétue une violation flagrante du principe de justice et de la loi de la proportionnalité qui doit servir de base à tout impôt quel qu'il soit. Ceux là même qui ont mission de faire cesser les abus et d'introduire dans notre code des réformes inspirées par l'esprit d'équité mettent sans conteste que ce vieil organisme imaginé et imposé par la monarchie ne saurait convenir à un pays qui depuis vingt années vit sous un régime républicain.

Il n'est donc pas étonnant que cette idée se soit généralisée et qu'elle ait pénétré dans la classe la plus nombreuse qui est aussi celle qui a le plus à souffrir des injustices des lois fiscales et qu'elle y ait fait naître un véritable mouvement populaire en faveur de la réforme de l'impôt.

L'impôt l'ique d'iniquités, de douleurs, de privations, de révoltes du bon sens et de misères, ce mot rappelle à l'esprit du penseur, qui a pris la peine d'examiner dans ces détails cet organisme financier qui écrase le pauvre, le misérable, et se montre à l'égard du riche d'une générosité qui révolte la conscience de quiconque reconnaît que l'égalité et la proportionnalité doivent être les seules règles en matière d'imposition.

Il n'y a peut-être pas de réforme qui ait été réclamée avec plus d'insistance et de raison par le pays. Et toujours cette réclamation s'est perdue dans le vide, elle n'a trouvé aucun écho en haut lieu. Nous nous trompons ; des candidats à la députation et au Sénat ont parlé dans leurs professions de foi de la nécessité de la réaliser ; on a même vu des ministres tenir un langage identique, mais tout en est resté là. On n'a rien fait ; on s'est imaginé qu'il suffisait, pour donner satisfaction au peuple, de modifier quelques articles du Code et de promettre des dégrèvements, et tout s'est borné à cela.

Eh bien ! ce n'est pas assez. Ce n'est pas ainsi que le pays entend que l'on réalise les réformes qu'il appelle de tous ses vœux depuis si longtemps.

Le mouvement en faveur d'une réforme complète du système fiscal n'a fait que se développer, en présence de cette inertie de pouvoirs publics et une ligue s'est formée dans le but de forcer en quelque sorte la main aux représentants du pays pour les amener à aborder enfin cette importante question.

Certes, nous comprenons que les avis soient partagés sur la manière de résoudre le problème, il est si complexe et touche à des intérêts si nombreux qu'il est impos-

sible qu'il soit envisagé par tous de la même façon. Pour les uns, la véritable solution réside dans une sage application de l'impôt sur le revenu ; suivant les autres il n'y a de réellement équitable que l'impôt sur le capital, d'autres envisageant les choses au point de vue de la stricte équité et partant d'un principe plus sincèrement démocratique, proposent la suppression de tous les impôts existants quels qu'ils soient, et leur remplacement par un impôt unique revêtant le caractère de l'assurance.

Nous ne prendrons pas parti dans le débat, ce n'est pas dans un article de journal que l'on peut discuter une question de cette importance qui nécessiterait des volumes si l'on voulait la traiter à fond. Ce que nous demandons pour le moment ; c'est que l'on consente enfin à s'occuper de cette réforme autrement qu'en renouvelant de temps à autre des promesses qui n'engagent à rien et que l'on s'empresse d'oublier aussitôt qu'on les a faites.

Il y a longtemps que l'on a dit pour la première fois qu'un système d'impôts organisé par le gouvernement monarchique ne saurait convenir à un pays qui vit sous un régime républicain ; il y a longtemps que l'on a démontré que cette organisation fiscale était une honte pour un peuple qui a inscrit en tête de son code les mots de *liberté et d'égalité* et qui passe aux yeux du monde pour la nation la plus civilisée, celle qui tient en ses mains le flambeau du progrès ; eh bien ! est temps que l'on enfonce résolument et énergiquement la cognée dans cet arbre vermoulu qui abrite tant de passe-droit et de révoltes injustes. On ne saurait invoquer aucun prétexte sérieux acceptable, pour donner une apparence de raison à un refus d'agir que l'opinion publique considérerait à bon droit comme une fin de non recevoir et comme un mépris coupable de sa volonté.

Ajoutons qu'on n'ajourne pas indéfiniment sans danger les réformes que réclame un peuple qui a le sentiment de son droit.

Le Journal commercial.

Semaine Politique

Le parti clérical nous offre dans ce moment, un spectacle bien curieux et bien édifiant.

Pendant que le pape Léon XIII feint d'arborer des sentiments libéraux et conciliants, pendant qu'il déclare dans une de ses nombreuses lettres politiques et religieuses que « la République est une forme de gouvernement aussi légitime que les autres », pendant qu'il demande aux représentants de l'Eglise de se rallier à la République et d'accepter loyalement la Révolution, les membres les plus autorisés de l'Eglise ont adhéré à la déclaration de guerre des Cinq ans lois républicaines et manifestent leur intention bien arrêtée d'intervenir ouvertement dans les prochaines élections législatives.

Le choix de M. d'Hulst, le recteur de l'Académie Catholique, clérical forcené, a accentué la lutte de la réaction cléricale contre les principes de liberté et de progrès.

Nous ne nous en plaignons pas. N'en déplaise à M. Gaston David, le président de la ligue bordelaise et à tous ces illustres centre-gauchers qui rêvent l'alliance de l'Eglise et de la Révolution, jamais les idées de la Révolution ne pourront se concilier avec les idées du règne de l'Inquisition et de la toute puissance cléricale.

Nous préférons l'attitude franchement hostile des évêques français aux menées sourdes, jésuitiques de la cour papale.

La lutte ouverte est moins dangereuse pour les institutions républicaines, que cette fausse amitié qui ne réussirait qu'à étrangler purement et simplement le gouvernement actuel, à la plus grande gloire et au plus grand profit de la réaction.

M. Méline a-t-il s'apercevoir que la Chambre ne voyait pas d'aussi bon œil les doctrines protectionnistes que le clan des hauts bonnets du commerce, de l'industrie et de l'agriculture avaient pu faire triompher.

Les députés ont pu, pendant les vacances de février, se rendre compte du mauvais effet produit auprès de leurs électeurs par l'adoption du tarif des Douanes.

Le renchérissement forcé des denrées de dernière nécessité qui nous menace dans des proportions considérables a ouvert les yeux d'un grand nombre, et nous n'hésitons pas à croire qu'avant peu les Chambres reviendront sur une mesure aussi néfaste aux intérêts du pays.

Quand l'approvisionnement de la fin de janvier, quand le stock sera épuisé, il faudra subir le contre-coup des tarifs douaniers, et alors à moins de voir la France travailleuse se soulever de tous côtés contre les marquis du pain cher, on sera bien obligé de reconnaître que l'on a fait une nouvelle et grossière bêtise.

L. R.

La Souris et le Chat

La souris blanche est encore une fois croquée. Les chassés-croisés ne réussissent pas toujours, et M. de Freycinet en vient de faire l'amère expérience. Le ministère est tombé. Le Parti Radical, fidèle à son programme de combattre en tout et partout les ennemis de la République a voté contre M. de Freycinet qui avait déclaré ne pas accepter le vote d'urgence sur les associations comme un mandat de marcher résolument au cléricalisme. La Droite a voté contre le ministère parce qu'il refusait également de mettre la question au clair et que l'occasion de se poser en martyr allait échapper aux Gouthes-Soulard et consorts.

Nous avons mis au rancart un cheval borgne, peut-être va-t-on nous doter d'un aveugle. Ce n'est pas encore cela qui fera avancer les réformes sociales.

Qui n'est pas avec la République est contre la République.

Echos de France

Élection législative du 14 février 1892

VIENNE

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION DE POITIERS

Inscrits, 46,641. — Votants 14,138

MM. Bazille, radical 4.316

Henri Deloncle, rép. 2.546

Bougouin, rép. 3.438

Ballottage.

Il s'agissait de remplacer M. Denizot, républicain, décédé. Aux élections générales de 1889, M. Denizot avait été élu au premier tour de scrutin, par 7.111 voix, contre 6.702 à M. Félix Mousset, réactionnaire.

Une enquête militaire

L'Action ayant signalé divers abus commis par les sous-officiers à la caserne de la Part-Dieu, la général baron Berge et le général de la Teissonnière ont fait hier une enquête à l'effet de découvrir quels étaient les soldats qui ont renseigné ce journal. L'un d'eux, le nommé Goutard, a été puni de prison. L'Action déclare que ce soldat ne lui a donné aucun renseignement et qu'il lui est inconnu.

La lecture du journal l'Action a été interdite dans les casernes par les autorités militaires, sous peine de 30 jours de prison. Ce journal proteste contre cette mesure.

Chronique électorale

PAS-DE-CALAIS

M. Lamendin, secrétaire général du syndicat des mineurs du bassin houillier du Pas-de-Calais, candidat à la députation dans la seconde circonscription de l'arrondissement de Béthune, se trouve forcé en ce moment de garder le lit.

Il souffre d'une fracture de la cheville du pied gauche. Cette blessure qu'il a reçue, il y a une quinzaine d'années environ, et alors qu'il travaillait encore dans la mine, ayant été imparfaitement soignée, vient de se reproduire avec plus de gravité que la première fois. Le pied placé dans un appareil, M. Lamendin garde le lit, ce qui l'empêche de faire sa tournée électorale.

MM. Basly et Doumer, députés et quelques amis politiques de M. Lamendin viennent d'entreprendre en sa faveur une série de conférences dans la circonscription.

LES CONSEILS DU TRAVAIL

Les conflits entre ouvriers et patrons chez M. Mesureur — Un projet de loi — Arbitres permanents.

L'état de la lutte devenu aigu et permanent entre les salariés d'une part, qui veulent que les salaires les fasse vivre en travaillant, et les salariables, qui cherchent à faire travailler au plus bas prix possible, devait finir par préoccuper ceux qui, placés à la tête de la République, ont charge de la paix sociale.

Depuis plusieurs années, par conséquent, dans le Conseil ministériel, on cherchait non peut-être un remède à la situation, mais une soupape de sûreté. Le ministère actuel s'est finalement raccroché à l'idée de l'arbitrage et, au lendemain des grèves du Pas-de-Calais, le ministre du commerce et de l'industrie déposait un projet que nous avons apprécié, qui paraissait un peu trop inspiré par l'idée de soustraire le ministère à une responsabilité directe en cas de futur conflit, et confiant au juge de paix le soin de mettre en rapports les parties en lutte s'il leur plaisait de recourir à l'arbitrage.

L'initiative parlementaire ne pouvait se contenter de ce projet évidemment inférieur à la gravité des situations et on nous avait annoncé que M. Mesureur allait déposer sur le bureau de la Chambre un projet nouveau.

Ce projet a été déposé. L'auteur M. Mesureur, député de la Seine, a bien voulu nous indiquer l'esprit dans lequel il l'avait conçu et les préoccupations auxquelles il avait obéi.

« Le projet du gouvernement, nous dit M. Mesureur, en ne se préoccupant que de la conciliation et de l'arbitrage accidentels, ne nous paraît pas résoudre la question, ni donner aux travailleurs le moyen régulier et normal de recourir à une organisation ayant réellement qualité pour prévenir un conflit ou le dénouer.

« Le juge de paix n'appartient pas au monde du travail, et son caractère judiciaire ne saurait en faire un intermédiaire acceptable entre l'employeur et l'employé. Son emploi fausserait l'esprit même de l'institution et la rendrait suspecte au travailleur. Dans les cas actuels où le juge de paix recherche la conciliation, il ne l'obtient souvent qu'en faisant valoir aux parties les conséquences d'un procès.

« Il faut bien trouver autre chose. Mais quoi ? Simplement de faire pour les intérêts si considérables des travailleurs ce qui a été fait pour les intérêts des commerçants, des manufacturiers des agriculteurs. Il y a des chambres de commerce permanentes, un Comité consultatif des arts et manufactures, des chambres consultatives et un Conseil supérieur de l'agriculture. Nous proposons à notre tour la création de Conseils permanents du travail.

« Nous n'avons pas voulu confier la mission conciliative ou arbitrale aux prud'hommes ; ceux-ci sont des juges ; c'est une juridiction contentieuse, il faut la laisser à sa mission ; mais leur mode de nomination a du bon. Moitié ouvriers, moitié patrons, le but à atteindre est d'établir l'égalité pour les deux parties dans la conclusion du contrat de travail.

« Les conseils projetés seraient donc composés par moitié de patrons élus par les ouvriers ; leur mission serait de délibérer sur les conditions du travail et de répondre aux questions du gouvernement au sujet du travail. Ils éliraient le Conseil supérieur du travail.

« Mais leur grand rôle sera de tenter la conciliation entre patrons et ouvriers, et dans le cas de non réussite de provoquer l'arbitrage.

« Il y a nécessité que ces conseils soient permanents comme l'est devenue la lutte dans laquelle ils auraient à intervenir et dans laquelle ils interviendront efficacement puisqu'ils seront l'émanation des parties en présence.

« Quant à leur institution, elle pourra naître de l'initiative privée, sortir de l'entente entre ouvriers, employés et patrons dans chaque profession ou ensemble

de métiers similaires. A défaut de cette initiative, un Conseil du travail élu, sera institué par décret dans toute région industrielle où l'utilité en sera constatée. Ce Conseil se divisera en sections, comme il a été fait pour la catégorie des prud'hommes.

« D'ailleurs, nous ne cherchons pas à le dissimuler, ces conseils ne seront pas exclusivement des organisations de conciliation ; ils seront une des formes de la représentation légale des travailleurs, qui existe trop peu en France ; ils continueront l'œuvre de l'organisation des syndicats, commencée par la loi de 1884.

« Ils auront l'avantage d'être régionaux, ce qui était indispensable puisque les conditions du travail sont tout autres selon les régions. Ils seront nommés pour trois ans et renouvelables par tiers, car tout le monde a constaté que les ouvriers sont très justement partisans des courts mandats ; ils se réuniront régulièrement ou extraordinairement sur demande de la majorité de leurs membres ; leur compétence s'étendra surtout à toutes les questions de travail et si l'action de ces institutions permanentes est bien comprise, les conflits n'arriveront au point de nécessiter un arbitrage que dans les circonstances exceptionnellement graves.

« Quand, par les soins des conseils du travail, une décision de conciliation ou d'arbitrage aura fixé les conditions du travail, elle deviendra obligatoire en justice. Ce sera la sanction.

« Et ici, nous a dit M. Mesureur, je me souviens des critiques formulées par vous contre une disposition du projet du gouvernement. Le gouvernement disait, lui aussi :

« Les décisions arbitrales feront foi en justice pour les règlements de litige individuels », mais il ajoutait : « A moins de conventions contraires. »

« Cette disposition ne saurait être admise. Les décisions arbitrales sont de véritables contrats publics, collectifs, qui ne sauraient être infirmés par un contrat individuel contraire. Le contrat collectif devra être respecté. Naturellement, quand cette décision se rapportera, par exemple, au salaire, ce sera à titre de condition minima qui n'empêcheront pas les ouvriers de valeur professionnelle spéciale de vouloir et de pouvoir gagner davantage ; mais il est inadmissible que des patrons puissent organiser un travail au rabais au mépris des engagements consentis. »

Voilà, sauf des dispositions spéciales aux travaux et emplois publics, sur lesquelles nous aurons à revenir, les vues que nous a exposées M. Mesureur, qui considère son projet, non comme une solution de toute la question du travail, mais comme un acheminement vers la solution pacifique. Il espère que ce projet sera adopté et estime qu'il résultera de cette adoption un réel progrès.

Ernest LESIGNE

Nouvelle Croisade

Sous ce titre, un journal pieux, très pieux même, donne un remède absolu contre « l'influenza » qui tue les corps, et contre « l'incrédulité » qui tue les âmes.

C'est très profond et vaut d'être médité.

Il s'agit d'une immense ligue de prières qu'il faut susciter parmi les enfants au profit de l'Eglise... et de la France.

Le pieux journal, rapporte un de nos amis, a une confiance absolue en la puissante efficacité des prières des enfants.

Il rapporte même que sous Henri IV, il me prend des démaigeaisons de dire sous le vert galant, il rapporte même que, lorsqu'une maladie pestilentielle sévissait, on faisait faire une immense procession de petits enfants et que le fléau disparaissait presque aussitôt.

Partez muscade !

Et le journal pieux s'écrit sur un ton de saule-pleureur :

« Si à notre époque d'universelle détresse, tous les petits enfants, tous les

petits anges de la famille et des écoles chrétiennes (rien pour les écoles laïques) étaient conduits chaque jour aux pieds du roi des anges, présent parmi nous ; si, par le cœur et la bouche de ces milliers de petits innocents, nous faisons passer nos prières, nos gémissements et nos plaintes, nul doute que nous ne soyons bientôt délivrés de l'influenza et d'autres pestes bien plus terribles encore, puisqu'elles tuent les âmes et ruinent des peuples entiers ».

Les autres pestes, dont veut parler le journal pieux, tout le monde les connaît. Elles s'appellent : la République, les lois scolaires, la liberté, le progrès, la justice !

Ne parlons que de la nouvelle peste, c'est-à-dire de l'influenza que la feuille en odeur de sainteté veut guérir avec des prières !

Il semblerait que le fait rapporté par elle — à l'époque du roi gascon — n'a jamais existé que dans son imagination.

On nous fera difficilement croire que la peste noire qui décima l'Asie et l'Europe vers 1348, et dont Boccace nous a fait une terrible description, fut vaincue par des processions ou des prières !

Avant la peste de 1720, qui coûta — dans la seule ville de Marseille — la vie à cinquante mille personnes, la cité phocéenne en avait compté dix-neuf.

La plus ancienne était de l'an 49, avant Jésus-Christ. Voici ce qu'en dit César dans ses commentaires :

« Quand les Marseillais se rendirent aux Romains ils étaient en proie à toutes les horreurs de la peste ».

Il est vrai qu'à cette époque la grâce n'avait pas encore touché ces misérables païens et que Dieu ne s'intéressait pas à leurs affaires.

Nous avons dit que Marseille a compté dix-neuf pestes mémorables.

La dernière, en 1720, en pleine floraison chrétienne, fut épouvantable.

Le 24 août, écrit l'auteur du *Mémorial*, le nombre des morts, dans la journée, a dépassé mille. Il n'est pas besoin de prier M. l'évêque de faire cesser les offices dans les églises, elles sont toutes fermées ; plusieurs ecclésiastiques ont pris la fuite, et une partie même des curés. Pour des religieux, il devient difficile d'en trouver pour faire les fonctions de commissaires dans les quartiers qui en sont dépourvus.

Il est vrai qu'au milieu de tous ces fuyards, il y avait un homme de cœur, M. l'évêque de Belzunce, qui avait été vicaire-général à Agen, sous l'évêque Hébert et avait été nommé évêque de Marseille en 1709.

La peste trouva en M. Belzunce un homme dévoué, un croyant sincère, qui combattit de toutes ses forces l'épouvantable fléau.

Le 1^{er} novembre 1720, M. de Belzunce sortit en procession, nu pieds et portant la croix entre ses bras et la corde au cou, comme se chargeant de tous les péchés du peuple, et célébra la messe en public, sur un autel qu'il avait fait dresser au bout de cours, du côté de la porte d'Aix.

La ville fut consacrée au Sacré-Cœur... et la peste continua de plus belle...

Elle ne s'arrêta qu'une année plus tard, le 30 septembre 1721.

Marseille, qui ne comptait à cette époque que cent mille habitants, en avait perdu la moitié.

Cet exemple aurait dû arrêter les conseils de la feuille pieuse...

L'influenza et les autres pestes qui tuent les âmes, ne seront pas vaincues par les prières.

Il faut en prendre son parti... La nouvelle croisade, puisque c'est ainsi qu'on la nomme, a fait long feu !

Evariste CARRANGE.

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 février 1892.

La séance est ouverte à 9 h. 45. Sont présents : MM. Auboyer, Goutte-noire, Bresmann, Augé, Aulas, Arthaud, Besacier, Butty, Fortier-Beaulieu, Lamure, Lespinasse, Payard, Parard, Fouillard, Genette, Miquel, Barge, Brossard.

Absents : MM. Garnier, Henri, Mignen, Nourrisson, Odin, Thivin.

M. Augé est nommé secrétaire.

ORDRE DU JOUR :

Unification de la dette et emprunts nouveaux, choix du prêteur.

M. le Maire. — Un de nos collègues nous avait fait espérer que la Caisse nationale des Retraites pourrait nous fournir la somme dont nous avons besoin à des conditions plus avantageuses que celles que nous font les autres maisons avec lesquelles nous sommes entrés en pourparlers, il est présent et voudra bien nous faire connaître le résultat de ses démarches.

M. Fortier-Beaulieu déclare que ce projet d'emprunt à la Caisse nationale des Retraites n'a aucune chance d'aboutir.

M. le Maire demande que le Conseil l'autorise à traiter avec le Crédit foncier pour une somme de 4.889.000 fr. au taux de 4 0/0 (adopté).

Distribution d'eau, Extension de la canalisation.

M. le Maire. — Notre réseau de Canalisation n'est pas complet, on a dû canaliser certaines rues qui n'étaient pas prévues au projet, il en reste encore d'autres, mais ces travaux ne peuvent se payer avec des ressources ordinaires, il reste un reliquat de 27.000 fr. sur lequel on pourrait prélever une somme de 6.000 fr. pour couvrir les dépenses nécessaires.

Le citoyen Fouillard. — Le crédit ne doit pas être épuisé, si l'on a canalisé de nouvelles rues on en a supprimé d'autres qui étaient prévues, et j'ai constaté qu'il y a un stock considérable de tuyaux qui restent sans emploi.

M. le Maire. — M. l'ingénieur à qui j'ai écrit ne m'a pas répondu.

Le crédit de 6.000 fr. est adopté.

Solde de la subvention de l'Etat.

Affectation à l'entreprise générale.

M. le Maire. — Vous savez que nous avons encaissé, il y a quelque temps, une somme de 425.000 francs, à titre d'acompte sur les 225.000 francs, que l'Etat avait promis à titre de subvention pour les travaux du barrage de Chartrain, le solde, soit 400.000 fr., vient de nous être remis, je vous propose d'affecter cette somme, à l'entreprise des travaux. (Adopté).

Service des eaux. Alimentation en eau du barrage des Ecoles primaires.

M. le Maire. — Dans un but d'hygiène et de propreté, je vous propose de voter une somme de 2.800 fr. pour alimentation en eau du barrage, nos quinze écoles primaires. (Adopté).

M. le Maire. — Je vous propose également de voter une somme de 2.668 fr. 70 pour l'installation de l'eau du barrage au Lycée de garçons. L'Etat en paie sa part. (Adopté).

Service des eaux. Etablissement d'un Laboratoire.

M. le Maire. — Il est indispensable d'installer un Laboratoire pour l'essai des Compteurs à eau, je vous propose de voter une somme de 2.400 fr. à prendre sur le reliquat de 27.000 fr. (Adopté).

Dépôt de Compteurs à eau.

M. le Maire. — Nous avons établi un projet à traiter avec deux fabricants de ces compteurs dont les types sont adoptés, ils consentent à nous remettre en dépôt un certain nombre de ces appareils, lesquels seront livrés aux concessionnaires d'eau, avec un rabais de 30 p. 0/0 sur les prix actuels. Cette combinaison est donc toute à l'avantage de nos clients, d'un autre côté, la Ville n'a rien à y perdre, puisque le prix du compteur ne sera payé au fournisseur qu'après avoir été remboursé par l'abonné, et que les compteurs vendus sont repris par le fabricant sans aucune indemnité, ce traité est fait pour 3 ans, mais ce n'est pas un monopole que nous voulons imposer à nos clients, ceux qui voudront acheter leur compteur chez d'autres fabricants tout en les payant plus cher, seront parfaitement libres de le faire. (Adopté).

M. le Maire. — A propos de l'encaissement de ces compteurs, M. le Préfet nous a fait une observation, il s'agit d'ouvrir un compte d'ordre chez M. le Receveur Municipal, vous pouvez le faire sans inconvénients puisque si vous portez 6000 fr. en recettes vous les porterez en dépenses, cela ne changera rien à votre budget, et permettra à votre Receveur d'encaisser quand le cas se présentera. (Adopté).

Entreprise des fournitures scolaires.

M. le Maire. — Nous avons commis une erreur à propos de ces fournitures, au lieu de donner des garanties à l'entrepreneur, nous lui en avons demandé, je vous propose de supprimer son dixième de garantie. (Adopté).

Réfection des massifs des Promenades.

M. le Maire. — Le Concours Régional qui s'est tenu aux Promenades a fini de les mettre en mauvais état, la réfection coûtera 2000 fr., nous avions pensé pouvoir faire ce qui se fait dans beaucoup de villes, mettre à la disposition des horticulteurs des massifs qu'ils décorent et entretiennent selon leur goût, cela leur fait de la réclamation, mais ils ont refusé sous prétexte que nos Promenades ne sont pas assez gardées que les chiens couraient dans leurs massifs.

Le citoyen Butty. — Si les jardiniers prenaient à leur charge une partie de l'entretien des massifs, avec les économies qui en résulteraient on pourrait mettre des barrières plus hautes.

M. le Maire. — Des pourparlers seront engagés avec MM. les horticulteurs, (la somme de 2000 fr. est votée).

Pétition des habitants de la rue du Phénix demandant le pavage de cette rue.

M. le Maire. — Ces habitants ont raison, cette rue est très fréquentée et le macadam coûte beaucoup d'entretien, on réaliserait des économies en faisant ce pavage, mais la dépense doit s'élever à 28.000 fr. c'est là la difficulté.

M. Augé. — Cette rue est des plus fréquentées et le pavage en est urgent, on pourrait trouver des fonds sur l'excédent du budget de 1891.

M. le Maire. — On n'approuvera pas une dépense sérieuse sur les fonds hypothétiques.

M. Augé. — Ne pourrait-on pas traiter avec un entrepreneur qui ferait ce travail et serait payé en deux ou trois annuités.

M. Fortier-Beaulieu appuie cette proposition.

M. Aulas. — Il faudrait pourtant prendre l'habitude de faire exécuter les votes du Conseil. Le Conseil a pris une décision pour faire paver la rue St-Jean et une partie de la rue des Minimes je ne comprends pas qu'on propose d'autres travaux avant de faire exécuter les décisions prises.

M. Goutte-noire. — J'appuie les observations de M. Aulas, il ne faut pas abandonner les décisions prises, la rue St-Jean est très passagère aussi et le bas de cette rue est au vrai cloaque.

M. Bresmann. — Si l'on traite avec un entrepreneur pour le pavage de la rue du Phénix, on peut traiter avec mêmes conditions pour les rues St-Jean et des Minimes.

M. Augé. — Propose de nommer une commission qui s'occupera immédiatement de cette question. (Adopté).

Nettoyage des rues, crédit supplémentaire.

M. le Maire. — Nous n'avons qu'un crédit de 7.000 fr. pour le nettoyage de nos rues, or depuis que l'eau coule dans nos rues, la propreté de celles qui sont lavées fait désirer un plus grand état de

propreté pour les autres, je vous propose de voter un crédit supplémentaire de 2.500 fr. (Adopté).

Elargissement de la rue des Deux Faubourgs

M. le Maire. — Vous connaissez la question, M. Dumont voulait vendre son terrain trop cher nous n'avons pas pu nous entendre, les nouveaux propriétaires sont plus raisonnables nous les remercions et vous proposons de voter une somme de 1500 fr. (Adopté).

Rue des Deux Faubourgs

M. le Maire. — Propose la construction d'un mur de soutènement. (Adopté).

Le citoyen Butty. — Je demande que l'ordre du jour soit arrêté, nous avons des propositions à faire on ne sait pas quand il y aura une nouvelle séance.

M. le Maire. — Il est inutile de scinder l'ordre du jour, nous allons avoir fini, pour quant à une nouvelle séance, vous en aurez une quand vous voudrez, nous sommes en session légale vous n'avez qu'à le demander.

Le citoyen Butty. — Vous avez toujours refusé de nous convoquer.

M. le Maire. — J'ai convoqué à mon gré quand vous m'avez laissé libre, mais quand une demande régulièrement signée de tiers des Conseillers m'est parvenue, j'ai toujours convoqué, une séance aura lieu samedi ou dimanche.

Eclairage public

PlACEMENT d'un bec de gaz et déplacement d'un autre bec rue Seguin, placement d'un bec rue du Rivage, placement d'une lanterne intensive Place Bourgneuf. (Adopté).

Enlèvement des fumiers de l'abattoir.

Mise en adjudication. (Adopté).

Bâtiment des Ursules.

Bail verbal Bargier. (Adopté).

Instruction primaire, fixation d'un taux uniforme par catégorie de l'indemnité du logement. (Adopté).

Traitement de M. Brier, chef du bureau militaire, décédé.

M. le Maire. — M. Brier est décédé subitement, il n'avait personnellement, nous avons dû nous occuper des funérailles, c'est un de nos employés qui en a été chargé, il est dû un mois de traitement à M. Brier, les frais se sont élevés à environ 300 fr. Je vous demande de m'autoriser à régler cette affaire. (Adopté).

Je vous proposerai également de prendre à notre charge les frais des funérailles de notre collègue Delorme qui était un ouvrier et qui, par conséquent, perdait son temps pour s'occuper des affaires de la ville (assentiment).

Caisse d'épargne, nomination de trois directeurs.

M. le Maire. — Votre Commission vous propose de nommer MM. Amblard, Morelle, et Payard. (Adopté).

Bourse du Travail, paiement de l'allocation.

M. le Maire. — C'est M. Bresmann qui est chargé de cette affaire.

M. Bresmann. — La commission d'administration de la Bourse du Travail n'est pas encore constituée, plusieurs syndicats ou groupes corporatifs ne doivent nommer leurs délégués que dimanche prochain, elle ne pourra donc pas entrer en fonction avant le 1^{er} mars, de plus les statuts ne sont pas encore imprimés, il n'y a donc aucun inconvénient à renvoyer à la prochaine séance. (Adopté).

Soutiens de famille.

Bouquin, Delamier, Brailon, Débat, Henry, Perrin, Fontenille, Detour, Chavannon, avis favorables. (Adopté).

Aliénés ; fille Rousseau, fille Renard, (adopté).

Labouré, femme Fayard, laisser agir l'autorité préfectorale. (Adopté).

Action judiciaire Coutaret.

M. le Maire. — Propose de nommer une Commission chargée d'étudier cette affaire, sont nommés :

MM. Augé, Fouillard, Butty, Besacier, Miquel, Channellière, et un avocat. (Adopté).

Comptabilité, cotes irrécouvrables sur les chens 600 fr. (adopté).

Accident des Promenades, Instance Montteiller, autorisation de défendre. (Adopté).

Déviations de la canalisation du Renaison, renvoyé à la prochaine séance.

La séance est levée à 11 h. 50.

Annulation à annuler

M. le Préfet de la Loire, l'ancien secrétaire général de la préfecture de police, vient de perdre une belle occasion de ne pas exercer son pouvoir préfectoral.

Le Conseil municipal de Saint-Etienne avait voté un crédit de 200 francs pour aider à l'organisation du congrès des Bourses du travail qui s'est tenu dans cette ville. Cette ouverture de crédit a fait froncer le sourcil à M. le Préfet.

Il a pris sa bonne plume, et vlan ! vlan ! un arrêté d'annulation.

Que M. le préfet de la Loire n'aime pas les Bourses du travail, et encore moins les congrès, c'est un tic qu'il n'est pas seul à posséder. Il y a malheureusement de par le monde des gens que ces réunions de travailleurs horripilent, mais de là à manifester son horreur de cette façon bizarre, il devrait y avoir un espace infranchissable, même pour un préfet.

M. le préfet de la Loire est un juriconsulte éminent — tous les juriconsultes, de même que les économistes sont éminents — mais il nous semble qu'il aura beaucoup de peine à justifier par un texte précis son arrêté d'annulation, si le conseil municipal de Saint-Etienne, comme cela est probable, lui demande compte de cet arrêté d'annulation.

Si quelque chose doit être annulé c'est ce malencontreux arrêté.

CHRONIQUE LOCALE

Conseil municipal. — Le Conseil municipal est convoqué en session ordinaire pour dimanche prochain, 21 février à 9 h. 1/2 du matin au lieu ordinaire des séances, en l'Hôtel-de-Ville.

ORDRE DU JOUR :

Remboursement du solde de la retenue de garantie des entrepreneurs du Barrage. Pavage de la rue du Phénix : Approbation du projet et acceptation des souscriptions. Ancien Jardin Botanique. Demande de reconnaissance des rues.

Demande d'installation de kiosques lumineux. Eclairage public ; Quartier St-Clair : Pétition. Allocation à la Bourse du Travail : Mode de paiement.

Modification au Tarif des eaux. Asile de Vieillard.

Soutiens de famille.

Et toutes les affaires en état qui rentrent dans les attributions du Conseil.

Marché aux fourrages et marché aux chevaux. — Le Maire de la ville de Roanne rappelle à tous les intéressés qu'un marché aux fourrages et un marché aux chevaux ont été créés à Roanne depuis le commencement du mois de février.

Le marché aux fourrages a lieu tous les vendredis, place Victor-Hugo, faubourg Mulsant et le marché aux chevaux, le premier mardi de chaque mois, place des Cerisiers, faubourg Clermont.

Il ne sera perçu aucun droit de place sur ces deux marchés, pendant la durée d'une année.

La Question Sociale. — Mercredi soir, M. Fourneau de Paris a donné une conférence sur la *Question Sociale*, au temple protestant de la Rue du Phénix.

L'orateur s'est basé pour résoudre cette question sur la Bible qui est, comme on le sait, la base unique des doctrines protestantes. Il a pris à parti les cafés où l'ouvrier dépense une grande partie de son salaire et s'abrutit en absorbant des consommations trop souvent frêlées. Il a réclamé pour la femme la suppression de tout travail en dehors des occupations du ménage, mais il a négligé de traiter la question de surélévation des salaires qui permettrait d'arriver à ce résultat.

Nombre de bonnes idées dans l'ordre religieux, mais ce n'est pas encore là le dernier mot de la question sociale si complexe.

Le Prytanée de la Flèche. — Une circulaire, adressée par le ministre de la guerre aux préfets, rappelle les conditions d'admission au Prytanée militaire de la Flèche.

Les places gratuites et demi-gratuites ne peuvent être concédées qu'à des fils d'anciens officiers tués à l'ennemi, ou morts des suites de leurs blessures, ou aux officiers en activité de service, ou en possession d'une pension de retraite, ou de réforme pour infirmités ; aux fils des employés titulaires, des employés de l'administration centrale de la guerre. La limite d'âge des candidats est fixée de neuf à seize ans.

Les familles devront faire inscrire leurs enfants, du 1^{er} au 31 mai, à la préfecture du département où elles résident et les présenter le 4 juillet, à sept heures du matin, devant la commission chargée de leur faire subir les épreuves. Les listes et dossiers sur les candidats seront adressés par les préfets au ministre, au plus tard le 10 juin.

Un cigare connu va disparaître des bureaux de tabac : le tabac est condamné. En revanche, la régie doit créer un nouveau type de cigare qui sera dénommé le camélia.

Or, le camélia coûtera trente centimes, alors que le tabac n'en coûte que vingt-cinq ; le changement projeté ne serait-il pas fait surtout dans le but d'augmenter d'un petit sou le cigare de vingt-cinq centimes ?

Vins. — Il paraîtrait que les vins d'Algérie de la dernière récolte sont quelque peu phéniqués. Ceci peut paraître étrange. Mais en voici l'explication :

Après avoir livré bataille dans notre colonie aux sauterelles, et aux criquets, on a dû s'occuper de détruire les pontes au moment des éclosions. Les spécialistes ont alors indiqué comme remède de répandre sur le sol un liquide composé de 4 kilogrammes d'acide phénique par 100 litres d'eau.

Cette préparation a été employée avec succès. Malheureusement, l'opération a eu lieu au mois de juillet, et les raisins, à l'approche de la vendange, ont été touchés par la solution phéniquée, car les moûts, après fermentation, ont fourni des vins ayant le goût du phénol. On s'est livré à de nombreuses recherches pour faire disparaître ce goût désagréable, et l'on n'a encore trouvé que l'emploi d'huile d'olive à raison d'un demi-litre par hectolitre de vin.

Bureau de Bienfaisance. — Quête de charité faite au Lycée de garçons, pour les pauvres, 228 fr. 30.

Quête faite à l'hôtel Yvonnet dans un banquet fraternel (par une vingtaine de garçons bouchers) pour les pauvres, 15 fr.

Versé par M. Picard, maître d'hôtel, rue Mulsant, à l'occasion du décès de M. Picard père, la somme de 50 fr.

Union des Jardiniers. — MM. les jardiniers de Roanne sont convoqués pour l'assemblée générale annuelle qui aura lieu le dimanche 28 février à 7 heures du soir, salle des Frères d'homme, place de l'Hôtel-de-Ville.

ORDRE DU JOUR : Nomination de 3 administrateurs. Nomination de 3 commissaires. Questions diverses.

Lawrencery

Union syndicale des tisseurs roannais. — Réunion générale privée, le dimanche 21 février de tous les adhérents du syndicat des tisseurs, Bourse du Travail, Palais de justice, place St-Etienne.

ORDRE DU JOUR : Lecture des correspondances et procès-verbaux.

Compte rendu financier. Rapport de la commission de contrôle.

Nomination de trois délégués pour former le conseil d'administration de la Bourse du Travail.

Achat d'une couronne pour la tombe du citoyen Delorme Louis.

Questions diverses.

NOTA. — On recevra les nouveaux adhérents.

Une réclamation des sourds. — Dernièrement, à grands coups de réclame, l'on annonçait l'apparition d'un nouveau journal qui assurait ses lecteurs et ses abonnés contre les accidents de chemin de fer.

Nous aimerions à voir le *Journal de la Surdité* entrer dans cette voie, et indemniser ses lecteurs et abonnés durs d'entente et durs à la détente contre tout accident occasionné par cette infirmité.

Si cela eût été fait, Madame Fontaine, canetteuse, rue de Clermont 109, eût touché une petite somme pour l'accident qui lui est arrivé dans la rue Brison, dimanche matin.

Sa surdité ne lui permit pas d'entendre les avertissements d'un des voitures de M. Farabet, entrepreneur au Coteau, aussi la pauvre dame fut heurtée par un des moeux et renversée à terre.

Madame Fontaine a pu se relever seule et aller se faire panser à la pharmacie Vergiat, elle en sera quitte pour de légères contusions à la jambe et au bras gauche.

Trop de fougue. — Au galop, au galop. Mon cheval quand il court, il fait... il fait que la police me presse procès-verbal. Ainsi a pu dire M. D. Benoit, boucher qui conduisait son attelage à une allure trop rapide.

Si c'eût été le char du gouvernement, on lui aurait donné plusieurs bons points, comme ce n'était que la voiture d'un simple particulier, on a octroyé à ce particulier un procès-verbal.

Aux vitriers. — L'on élève sur le pavais, l'on porte en triomphe les hommes qui s'occupent des questions du travail, c'est pourquoi la police a honoré de sa visite le sieur Berland, ouvrier maçon, rue de la Loire 8, qui voulait procurer du travail aux vitriers en cassant les vitres de M. Berthier débitant, rue de Clermont.

Certaines mauvaises langues prétendent, au contraire, que ledit Berland est ennemi de la lumière et qu'en sa qualité de maçon il cassait les vitres pour boucher les ouvertures. La défense alléguée même que, charité bien ordonnée commence par soi-même, il pensait se procurer de l'ouvrage à lui-même. Erreur n'est pas compte mais compta. *Errare humanum est.*

Contrainte par corps. — Des hommes sans entrailles l'ont arraché aux douceurs du foyer et renfermé dans une cellule bien nue, bien froide de l'hôtel du Rossignol.

Aussi est-ce sur l'inhumaine humanité que médite le journaliste Bonnaud qui a été écroué dimanche, décidément ; ce sexe est sans pitié.

Portes et trouvailles. — Dans la rue des Tanneries, M. Sauzevad Pierre, cocher chez M. Veilleux, a trouvé une paire de boucles d'oreilles.

M. Grosselin, employé à l'abattoir, a trouvé sur la place de l'Hôtel-de-Ville un mouchoir en laine marron.

Contraintes par corps. — Brosselard Louis, journalier, rue Fontaine, Vindrier Jean, rue Coutant 7, Genoux François, boucher, rue de la Berge 20, ont été arrêtés et écroués à la maison d'arrêt en vertu de contraintes par corps.

Incendie. — Mercredi soir, un commencement d'incendie s'est déclaré rue Rabelais, 20 dans l'appartement de Mme Dumas Marguerite.

Le feu a été éteint par les voisins et la pompe de la gare, la première sur les lieux du sinistre n'a pas eu besoin de fonctionner.

Les pertes sont évaluées à 150 francs pour Madame Dumas qui n'est pas assurée et à 30 francs pour M. Feuillet François.

Vol. — Lacroix Jules, garçon épiciériste, place des Promenades a été arrêté sous l'inculpation de vol d'un quintal et demi de sel, d'une valeur de 12 fr. 50 et d'une somme de 2 fr. 50 au préjudice de M. Jacquet, épiciériste, rue Mably, d'une somme de 43 francs au préjudice de Collomb Auguste, domestique chez M. Jacquet.

Querelle de ménage. — La ronde de nuit a mis au violon les nommés Goutarel Claude, marchand forain, rue St-Jean, 9, et sa femme Sauvaut Louise, pour ivresse, bruit et tapage nocturne.

d'anciennes connaissances à qui sont réservés nos meilleurs applaudissements.

Pour le côté féminin, Madame ACHARD-BECKER, qui sait accepter un rôle secondaire avec une charmante abnégation, et y tenir beaucoup de place. Enfin Madame BARBEROT, l'inoubliable Madame Mongodin, la superbe nourrice des Jotes de la Patrie.

RECOMPENSE POSTHUME

Cette semaine, il m'a fallu l'occasion d'entendre bien définir cette bonne idée de récompense posthume pour recueillir en moi le souvenir de bien pénibles impressions, mais comme c'est bien ce que j'avais rêvé...

Je parle d'il y a vingt ans. Que de fois après la longue nuit de grand garde ou une rude journée, les sombres réflexions que je vais vous conter ont traversé mon cerveau.

Le canonier d'alors ne ressemblait guère au bourru d'aujourd'hui, et pourtant, malgré l'entrain, l'insouciance du jeune âge, chaque fois qu'à l'appel du soir j'entendais répéter le même nom par le chef et qu'invariablement il était répondu *Mort*... *Disparu*, une poignante émotion m'étreignait le cœur... oh ! que la faction suivante était longue ; les blessés dont les cris et les plaintes nous arrivaient me faisaient cependant moins mal que ces deux mots *Mort Disparu*.

N'allez pas croire que leurs cruelles douleurs m'aient laissé indifférent ; j'y suis allé souvent de ma larme en voyant le sinistre défilé des brancardiers ; jambes et bras fracassés, poitrines trouées et râles d'agonie d'hommes si valides quelques heures auparavant, mais ceux-là je les voyais encore, pour eux il restait l'espoir.

Le père Rogne-Tout ne parlait plus d'ipéca, sa grosse moustache avait un digne aspect, sa bonne figure était devenue triste ; c'est qu'il remplissait un fâcheux sacerdoce ; je vous avouerai, carrément, qu'il me faisait froid aux os ; hélas j'avais vu à l'œuvre et entendu sa scie et, certes, bien que petite, son gazouillement n'avait rien de réjouissant.

Eh bien, oui, pour tous ces vaillants qu'une balle avait arrêtés, pour ces frères d'armes restés en arrière, couchés à l'ambulance, il restait l'espoir du rétablissement probable, de revoir bientôt les leurs, il leur restait la foi en l'avenir et enfin la mère patrie qui récompense ceux qui se font écharper pour elle.

Et les autres ?... Je ne parle pas de ceux qui comme moi ont eu la chance de passer au travers, c'est un bonheur, je parle de ceux qui m'ont tellement impressionné et dont le nom sonnetoujours à mon oreille le glas funèbre *Mort, Disparu*.

Oh ! je sais bien qu'à ceux-là, la vénération de leurs concitoyens élèvera un monument quelconque relatant leur sacrifice avec la traditionnelle épitaphe.

Monument érigé aux défenseurs, etc. Hélas, à la mère, à la famille il ne restera donc d'eux que ce souvenir commun à tous, au pauvre père, si le ministère y a pensé, quatre lignes sacramentelles. Votre fils Louis ou Jean est mort tel jour à Forbach, Tunis ou Saïgon.

Veinard est celui qu'un bras en écharpe ou une jambe de bois ramène au pays, la patrie en un soin, sa famille en est fière, avec raison, c'est un échappé de la masse grouillante de la triste omelette des batailles et je suis prêt à saluer.

Panoplie vivante, il perpétue le souvenir du mâle courage, les enfants le regardent avec admiration les hommes le respectent, à sa poitrine brille une médaille bien méritée, bravo.

Oui je répète bravo... mais toujours et et les autres ? ceux qui ne sont pas revenus, ceux dont les os ont haché la poitrine, étouffant sous leurs bruyants sifflements le dernier cri, mon frère, le vôtre enfin.

C'est pour ceux-là que je réclame ; c'est pour la famille du vaillant que nous ne verrons plus que je ne cesserais de réclamer un brevet d'honneur portant en tête la croix des braves, et la mention : *Mort pour la patrie*.

Bigre, que j'aimerais cela, que ces précieux souvenirs feraient bien chez moi où il en faudrait quatre, je leur réserve la plus belle place dans la chambre de famille ; avec quelle fierté, je montrerai à mes enfants ces tableaux vénérés rappelant la mort glorieuse de leurs oncles et cousins.

Tenez, il me semble entendre mon aîné me dire, l'année prochaine, en les regardant au moment des adieux : Père, si je ne reviens pas, tu me mettras là aussi, nous nous trouverons ensemble quand même.

LA

Réforme Générale de l'impôt

PAR

M. MAUJAN, député.

ET UN GRAND NOMBRE DE SES COLLÈGUES

Proposition de loi ayant pour objet la réforme générale de l'impôt

(SUITE)

Le rôle de l'Etat, en présence de cette situation si grave et si grosse de dangers,

n'est-il pas tout indiqué : exiger ou faire qu'il ne puisse être livré à la consommation que des boissons de bonne qualité.

L'industrie libre des alcools voudrait-elle et pourra-t-elle même se soumettre à ces exigences si nécessaires ? Telle est la question. Nous n'hésitons pas à répondre : Non.

Tout d'abord, le commerce n'a aucun intérêt à livrer de l'alcool éthylique, c'est-à-dire inoffensif ; et le buveur lui-même est très éloigné d'exiger une rectification parfaite des liqueurs spiritueuses, car les poisons contenus dans ces boissons mal rectifiées lui grattent violemment ou lui flattent agréablement le palais ; il les apprécie, et c'est ainsi qu'on a donné par ironie sans doute aux alcools les plus chargés d'impuretés le nom d'alcools supérieurs — supérieurs en poisons, aurait-on dû dire !

La surveillance rigoureuse de l'Etat ?

Mais elle entraînerait, sans résultats certains, des dépenses considérables, une nouvelle armée de fonctionnaires, l'établissement coûteux d'usines pour les analyses obligatoires et multipliées, une gêne constante pour l'industrie ; enfin, l'impopularité de tout un système qui, développé sur les bases actuelles de la permanence et de l'exercice, resterait encore inefficace à supprimer la fraude. L'intervention de l'Etat serait donc illusoire, tracassière et impuissante.

Dans ces conditions, nous avons pensé qu'il fallait agir radicalement : puisque le commerce ne peut assurer la rectification absolue et nécessaire de l'alcool, puisque la surveillance du Gouvernement ne peut s'exercer d'une façon précise, l'Etat n'a qu'à se charger lui-même de la rectification de l'alcool.

C'est la solution qui est imposée par la logique même des faits.

Bien entendu, il ne s'agit pas de donner à l'Etat le monopole de la fabrication et de la vente des liqueurs, comme il a le monopole de la fabrication et de la vente des tabacs.

Nous ne touchons pas à l'initiative individuelle ni à la liberté commerciale. Le Gouvernement, dans notre système, ne devient pas marchand de charcuteries, d'absinthes, de cognacs. Nous ne créons pas l'Etat liquoriste.

Les distilleries qui fonctionnent actuellement continueront leur industrie de flegmes, fabriquant leur alcool avec des pommes de terre, des substances farineuses, des betteraves, des mélasses ; l'Etat n'interviendra qu'au moment de la rectification des flegmes.

Il deviendra alors acheteur, et le seul acheteur en France, pour le chiffre nécessaire à la consommation courante, réparant ses commandes d'une façon impartiale et proportionnelle, et ses cours d'achat variant entre un minimum et un maximum fixés par la loi.

Les flegmes ainsi achetés seront distillés dans cinq ou six usines installées par lui, aux centres géographiques de production, dans des usines de rectification où par les procédés perfectionnés, d'une application récente, ils seront épurés dans leur proportion de 97 p. 100.

Dans ces conditions, il sera vendu aux commerçants en gros pour leurs mélanges pour la fabrication des liqueurs de tous genres, une sorte de matière première, de l'alcool parfaitement rectifié, pouvant servir sans danger de base à toutes les manipulations des liquoristes.

L'Etat, seul possesseur d'appareils de rectification de l'alcool, assurerait ainsi la garde de la santé publique.

La question hygiénique serait résolue ; la question fiscale aboutirait comme conséquence.

La différence entre le prix d'achat des flegmes et la vente de l'alcool rectifié constituerait, en effet, le bénéfice de l'Etat, c'est-à-dire l'impôt.

Or, il est facile de prouver — et c'est l'objet en titre II de notre proposition — que, sans qu'il soit besoin d'augmenter le prix du petit verre d'eau-de-vie ordinaire à 10 centimes lequel représente en France plus des neuf dixièmes de la consommation courante, l'Etat peut réaliser annuellement une somme de près de 1 milliard en se chargeant de la rectification de l'alcool.

Nous avons dit qu'il y aurait lieu d'installer cinq ou six usines de rectification. Le coût de ces établissements a pu être évalué à 25 millions, et, en tenant compte des indemnités d'expropriation, lesquelles porteraient uniquement sur les 190 distilleries qui font la rectification, il est permis d'affirmer que les dépenses de première installation de notre système ne dépasseraient pas 100 millions.

C'est là un chiffre acceptable, étant données les sommes considérables — 1 milliard — que le budget encaisserait chaque année.

Et nous sommes loin de nous trouver dans le cas du monopole de la fabrication et de la vente des alcools par l'Etat, où les frais de dépossession dépasseraient, suivant certains critiques, le chiffre énorme de 1 milliard 200 millions, enlevant ainsi à la réforme toute espèce de caractère pratique.

Notre proposition, elle, est des plus réalisables.

Elle respecte, en effet, la liberté commerciale ; elle ne ruine aucune industrie ; elle n'atteint même pas le consommateur.

D'ailleurs, la consommation de l'alcool augmente et tend à augmenter de plus en plus ; rien ne peut en modérer l'excès, et les faits ont prouvé que, lorsqu'on doutait les droits, la consommation ne décroissait pas, mais qu'elle continuait au contraire sa marche ascendante.

Les liquoristes et les débauchés trouveront, eux aussi, dans l'application de notre système un bénéfice très sérieux, qui ne saurait être évalué net à moins de 25 pour 100.

Notre proposition entraîne forcément certaines modifications dans la législation actuelle :

Il sera nécessaire, tout en laissant au producteur un petit nombre de litres d'eau-de-vie en franchise pour la consommation de famille, de supprimer le privilège des bouilleurs de cru, c'est-à-dire d'abroger purement et simplement la loi du 14 décembre 1875.

La fraude, désormais plus difficile à pratiquer, — et surtout réduite dans des proportions très appréciables, puisqu'elle atteignait, suivant les uns, près d'un million d'hectolitres, — devra être rigoureusement poursuivie et réprimée.

Des pénalités très lourdes seront édictées ; et il n'est pas permis d'hésiter quand il s'agit à la fois de la moralité et de la santé publiques.

Des dispositions spéciales, qui sont développées au titre II de notre production, seront appliquées aux alcools de vin, eaux-de-vie genre cognac et armagnac, — lesquels représentent du reste 25.000 hectolitres sur 2 millions d'hectolitres et plus de consommation, — et aux liqueurs alcooliques dérivant de la distillation des fruits qui n'atteignent pas actuellement le chiffre très faible de 20.000 hectolitres.

Enfin, le contrôle sera exercé par la surveillance permanente des usines où se fabriquent des flegmes, par la comptabilité des stocks en magasin chez les marchands en gros et par l'application du système des vignettes pratiqué avec succès par l'administration russe.

On aura résolu du même coup la question hygiénique et la question fiscale, sans troubler en rien les rapports libres de l'industrie et du commerce avec la consommation.

Cet impôt de 1 milliard, qui représente le tiers des recettes budgétaires, est par excellence un impôt facultatif, en même temps qu'il demeure d'un rendement sûr et rémunérateur. Nous indiquons plus loin, au titre II, toutes les solutions de détail concernant les objections particulières et les intérêts spéciaux qui ont trait à notre projet de la rectification de l'alcool par l'Etat. La Chambre, dans ses commissions et par sa discussion, règlera toutes choses et mettra, s'il y a lieu, la réforme au point, nous n'en doutons pas ; l'important était de l'établir, de la formuler, de la montrer pratique et de prouver qu'elle s'imposait d'une façon impérieuse à nos délibérations.

La troisième catégorie de nos ressources est demandée à l'impôt sur les successions.

La législation qui fixe les droits à percevoir sur les héritages soulève, avec raison, les critiques les plus sérieuses. Il y a là des pratiques vieilles, condamnées à la fois par le changement des conditions économiques et par le sentiment de la juste répartition des charges nationales.

Le régime en vigueur se résume en deux principes généraux également amendables : d'une part, il reconnaît, jusqu'à des limites qui dépassent de beaucoup la conception actuelle de la famille, le droit d'hérédité ; d'autre part, il frappe d'une taxe uniforme tous les héritages recueillis au même titre de parenté, quels que soient l'importance de la succession et le nombre des personnes appelées à son partage.

Nous n'avons pas à faire une longue démonstration du droit qui appartient à l'Etat c'est-à-dire à la collectivité, de prélever au profit de tous une fraction des biens laissés par chaque individu après son décès. La société peut toucher au régime de la propriété dans un but d'intérêt général, et à plus forte raison l'imposer de certains droits au moment de sa transmission même. C'est là un droit incontestable, car en dehors de la société il n'y a rien, et c'est en elle que le droit de propriété prend sa source et son origine. Et nous dirons, avec Henri Martin, que l'appropriation du sol ne constitue pas un droit absolu. De même que la nation, qui occupe une région de la terre a des devoirs envers le genre humain, les particuliers propriétaires ont des devoirs envers le pays et envers les non-propriétaires ; ils doivent à la nation, garante de leurs propriétés, une part de leur revenu, et à leurs concitoyens non propriétaires des moyens de travail, d'existence, qui rendent indirectement aux déshérités une part du commun héritage.

L'impôt sur les successions apparaît dès lors comme la plus légitime des contributions publiques. Puisqu'il faut que l'Etat réunisse chaque année dans ses caisses des sommes dont l'importance reste proportionnée à des charges connues et

définies, rien n'est plus naturel que de demander une part de ces sommes à la propriété au moment où celle-ci est transmise, par voie d'hérédité, en des mains nouvelles.

C'est pourquoi nous n'avons pas hésité à majorer d'environ 180 millions le rendement actuel de cette taxe.

(A suivre).

SERVICE GÉNÉRAL DES VIDANGES

La société L'Union des jardiniers et des propriétaires de Roanne, rappelle au public ce qu'elle lui disait à l'époque de sa formation, qu'il ne serait jamais exploité par elle ; qu'elle soutiendrait la concurrence à n'importe quel prix.

Elle continuera l'extraction des fosses, vu l'importance de son matériel, à l'entière satisfaction de tous et à 0 50 c. le mètre en attendant mieux.

Elle prie MM. les propriétaires et manufacturiers d'accorder la faveur de leurs ordres à une société qui a apporté une si grande modification de prix elle sera reconnaissante de tant d'efforts qui contribueront à solidifier l'entreprise qui pourra ainsi résister à toute association hasardeuse.

Le Directeur de la Société,
LAURENCERY.

AVIS

La célèbre Madame DUJON, somnambule de naissance, quatre fois médaillée et cartomancienne, connue de toute l'Europe, fait savoir qu'elle vient d'installer un cabinet à Roanne, 43, rue Poisson, au rez-de-chaussée, près de la déception, procès, mariages, maladies, recherches, etc., moyen de se faire aimer, fait revenir l'époux ou l'épouse infidèle.

Pilules Suisses.

Exigez le Timbre
de l'Etat.
Méfiez-vous des contrefaçons !

Le Syndicat de la Fédération française des voyageurs de commerce. Sis à la Bourse du Travail, 35, Rue J.-J. Rousseau, à Paris, informe MM. les Négociants, Industriels, fabricants et armateurs, qu'il tient à leur disposition des voyageurs ou à la commission, munis des meilleures références. — TÉLÉPHONE.

Le Président.
DELMAS-MARSALET.

Sommaire de l'ECHO UNIVERSEL

Du 14 Janvier 1892.

Une culture extraordinaire : la vigne sur les toits, F.-J. AUDIBERT. — Découvertes, recettes et innovations vinicoles lacées en février. — Agriculture et horticulture. — Portes d'égout. — Les amis et les iniquités du P.-L.-M. — J.-F. AUDIBERT. — Echos de partout, L'AZAR. — Le phylloxéra : la vespasité. J. AUBRY. — Au bon fermier : mort d'un arbre sur pied. Le Père FRANCHON. — Les violettes. — Cuisine médicale : La maladie du jour, BIGNAUD. — Influence des forêts sur la production de la pluie (suite). Dr J. JEANNEL. Sur la greffe des parties souterraines des plantes, LUCIEN DANIEL. — Quelques conseils : gravures sur verre. — Fabrication du cidre de ménage (suite et fin). A. DELAVILLE. — Informations : Droits sur les vins de raisins secs chez les fabricants patentes. — A nos amis les vignerons : le dessin des étoffes pour la taille, VICENTASSE DE SAINT-PAUL. — Parasites du pommier (suite et fin). Dr E. LOISEL. — Renseignements vinicoles. — Pages choisies : Le cuisinier blanc, PAUL MARQUET. — Petite correspondance. — Halles et marchés de Marseille. — Raisins secs à boissons. — Bulletin financier.

Un an, 6 fr. ; Etranger, 12 fr.

Les abonnements partent du 1^{er} janvier et du 1^{er} juillet. Les numéros parus depuis cette époque sont envoyés franco aux nouveaux abonnés.

MARSEILLE

La " France Anti-Cléricale "

Un certain nombre de notabilités parlementaires, appartenant aux diverses nuances de l'opinion républicaine, viennent de fonder, à Paris, un grand journal hebdomadaire illustré, en vue de répondre aux défis multipliés du cléricalisme militant devenu, en ces derniers temps, particulièrement agressif.

La France Anti-Cléricale n'entrera pas dans le domaine des discussions théoriques ou doctrinaires au point de vue politique : elle ne sera point l'organe d'un groupe étroit et fermé.

En face des réactionnaires, avérés ou hypocrites, coalisés sur le terrain du cléricalisme, pour lutter franchement contre la Société moderne ou tenter de s'emparer par surprise de la République, les républicains de toutes les écoles ont aujourd'hui l'impérieux devoir de s'unir pour conjurer le danger menaçant, pour combattre et démasquer l'ennemi commun.

Tel est, en substance, le programme de la France Anti-Cléricale dont l'Administration a son siège, 2, Cité Bergère, Paris.

Le Comité de patronage, formé au Sénat et à la Chambre, a confié la direction de cet important organe à notre distingué confrère JOANNE-MAGELAINE, dont on n'a pas oublié la brillante campagne de conférences sur la « Question cléricale ».

TRIBUNAL DE COMMERCE

Liquidation judiciaire

NOIROT

Les créanciers du sieur Noirot, lithographe à Roanne, rue de la Sous-Préfecture, sont invités à se réunir, le 27 février prochain, à 10 heures du matin, au Tribunal de Commerce, salle du greffe, pour délibérer sur la formation d'un concordat dans la liquidation judiciaire du dit sieur Noirot.

Roanne, le 20 février 1892.

Le Greffier,
J. GONINARD.

NOTA. — Tout mandataire devra être muni d'une procuration enregistrée.

ETAT CIVIL DE ROANNE

Du 6 au 14 février

Mariages (7)

Du 15. — Fourcix Ferdinand-Jean, 32 ans, lieutenant au 98^e de ligne, et Villermoz Jeanne-Marie-Alice, 25 ans.

Du 17. — Monnier François-Régis, 29 ans, employé au chemin de fer, et Martin Augustine, 29 ans, domestique.

Du 18. — Champromis Claudius, 36 ans, mécanicien au chemin de fer, et Roche-Marie-Charlotte, 35 ans, modiste. — Lafon Louis, caporal clairon au 98^e de ligne, et Basset Jeanne, 25 ans.

Du 20. — Baumgartner Arthur-Jules, 29 ans, Ingénieur, et Chably Marie, 27 ans. — Mollon Benoît, 25 ans, cordonnier, et Alary Charlotte, 19 ans, orfèvre. — Lachas Pierre, chauffeur au chemin de fer, 25 ans, et Gonnet Madeleine, 20 ans.

Naissances (5)

Du 15. — Perrotton Louis-Eugène, fils d'Antoine, tisseur, et de Claude Marie-Eugène.

Du 16. — Delorme Eugène-Gabriel, fils de Claude-Marie, poëlier, et de Chassier Apollonie-Marie. — Vially Claudine-Berthe, fille de Jean-Louis, et de Prajoux Claudine-Marie, tisseurs.

Du 17. — Segret Marguerite-Elise, fille de Jean, poëlier, et de Giraudeau Marie, tisseuse.

Du 18. — Ancour Marie-Claudine, fille de Pierre-Marie, pareur, et de Déporte Marie-Thérèse, couturière.

Décès (14)

Du 14. — Laroye Marie, 83 ans, veuve de Bouladon Jean. — Girardon Jean-Antoine-Pierre-Marie, 3 ans. — Varon Jean-Marius, 2 ans. — Balouzet Paul, 2 ans.

Du 15. — Berthier Geneviève, 26 ans, lingère, épouse de Lacroix Jean-Joseph, tisseur.

Du 16. — Picard Philippe, 73 ans, époux de Charpin Jeanne-Marie, rentiers.

Du 17. — Marchand Claude-Marie, 53 ans, tisseur, époux de Farjat Marie-Françoise. — Barnay Marie-Antoinette, 56 ans, bobineuse, épouse de Laly Jean-Adrien, cultivateur. — Comte Jean-Clément, 5 ans.

— Pierrard Pierrette, 3 ans.

Du 18. — Alliot Claude, 57 ans, rentier, époux de Jacquet Catherine. — Duthel Joseph Adrien, 3 ans. — Béjard Antoinette, 15 mois. — Dorin Claude, 15 jours.

Du 19. — Leffly Françoise, 29 ans, caneteuse, épouse de Bergeron Claude, cultivateur.

OUTILLAGE POUR AMATEURS
Fournitures pour le découpage
FABRIQUE DE TOURS « SCIENCES-MÉCANIQUES »
OUTILS DE TOUTES SORTES • BOITES D'OUTILS
TIERSOT, 84, rue de Gravelles, 16, Paris
HOUS CONGRÈS 1889
Le Tarif-Album (250 pages, 600 grav.) franco contre 0 60

Etude de M^e JACQUES GAY, avoué à Roanne
place du Marché, n° 20

VENTE

sur saisie immobilière
Premièrement : à Roanne
rue des Tanneries
D'UNE

Grande et Belle Usine

D'APPRÊTS SUR ÉTOFFES

avec maison d'habitation attenante, outillage perfectionné, atelier de mécanique pour les réparations de l'usine.

Situation magnifique

et du plus grand avenir

Mise à prix, quarante mille francs, ci. 40.000 fr.

2^e Rue des Ecoles

D'UNE MAISON

avec grande cour, aisances et dépendances, située à Roanne, faubourg Mulsant, rue des Ecoles.

Mise à prix, mille francs, ci. . . 1.000 fr.

Deuxièmement : à Commelles-Vernay, section de Vernay

1^{er} Lieu de Pollichon

D'UN

JOLI PETIT VIGNERONNAGE

(ancienne propriété de M. Forest, fabricant) comprenant maison de maître, cuvier et clos de vignes.

Mise à prix, cinq mille francs, ci 5.000 fr.

2^e Près du Bourg

D'UNE

Belle Propriété

anciennement à M. le baron d'Ailly, comprenant bâtiments d'habitation et d'exploitation, terres, vignes et prés.

Mise à prix, huit mille francs, ci 8.000 fr.

NOTA. — Les vignes sont entièrement renouvelées en plants américains et en plein rapport.

Ces immeubles appartiennent aux mariés CLAUDE JOANNEL, appréteurs et ANTOINETTE MERCIER demeurant ensemble à Roanne, rue des Tanneries.

ADJUDICATION

Fixée au Mardi, 22 Mars 1892
à neuf heures du matin

En l'audience des criées du Tribunal civil de Roanne

Pour extrait : GAY.

Pour les renseignements s'adresser à M^e GAY, avoué poursuivant, et pour consulter les cahiers des charges au greffe du tribunal civil de Roanne.

Chemins de fer de Paris-Lyon-Méditerranée

VOYAGES CIRCULAIRES

A Itinéraires fixes

Il est délivré, pendant toute l'année, à la gare de Paris-Lyon, ainsi que dans les principales gares situées sur les itinéraires, des *billets de voyages circulaires à itinéraires fixes*, extrêmement variés, permettant de visiter en 1^{re} ou en 2^e classe, à des prix très réduits, les contrées les plus intéressantes de la France, notamment la Provence, les Pyrénées, l'Auvergne, le Dauphiné, la Savoie, etc., ainsi que l'Algérie, la Tunisie, l'Espagne, le Portugal, l'Italie, la Suisse, l'Autriche, la Bavière.

Les plus amples renseignements sur les *voyages circulaires et d'excursion* (prix, conditions, cartes et itinéraires), ainsi que sur les *billets simples* et d'aller et retour, cartes d'abonnement, relations internationales, etc., sont renfermés dans le *LIVRET DES VOYAGES CIRCULAIRES* édité par la Compagnie P.-L.-M. et mis en vente dans ses principales gares et bureaux de ville au prix de 0,30 centimes.

A Louer de suite

APPARTEMENT

composé de 4 pièces et 2 alcôves, au 3^e étage.
Prix : 400 francs.

Gaz dans les escaliers, eaux de la ville, aussitôt l'installation du service.

S'adresser à l'Imprimerie Forézienne, Roanne.

CAFÉ-RESTAURANT

RAMBERT

16, Rue de la Côte, 16

Chambres à coucher pour Voyageurs

TABLE D'HÔTE

Dîners à la carte et à prix fixe

CHOUGROUTTE AU JAMBON

ESCARGOTS DE BOURGOGNE

TOUS LES JOURS

PENSION BOURGEOISE

Service en Ville sur commande

MACHINES À COUDRE & À TRICOTER

De tous Systèmes.

HURTEHAUT, SINGER, HOWE, VONERON, PASCOT, BERTIER, REIMANN, POLYTE.

A des prix défiant toute concurrence.

S'adresser chez

M. DRIFFORD

73, rue Ste-Elisabeth, Roanne.

Sole agent des véritables machines HURTEHAUT, pour l'arrondissement de Roanne.



A partir du dimanche de Pâques

OUVERTURE

DU

GRAND CAFÉ-RESTAURANT

DES BUTTES-CHAUMONT

GRANDE SALLE DE DANSE

Salons réservés

CONSOMMATIONS DE PREMIER CHOIX

On trouvera au Café-Restaurant des BUTTES-CHAUMONT tout ce qu'on pourra désirer.

Cet établissement se trouve près de l'abattoir sur l'allée du canal.

Grand Etablissement Hydrothérapique

DE LA GARE

6, COURS DE LA RÉPUBLIQUE, 6

L'Administration a l'honneur de prévenir le public, que la *salle de douches* est *chauffée par un calorifère*, et la température de cette salle est toujours maintenue à 25°.

Les *cabinets des bains* sont aussi *chauffés par calorifère*, et la même température de 25° y est constante.

APERÇU DE QUELQUES PRIX :

Douche	0.75
Bain	0.75
Bain sulfureux	1.00
Douche locale de vapeur	2.30
Bain de vapeur	2

REMISES SPÉCIALES AUX SOCIÉTÉS

Chemins de fer de Paris-Lyon-Méditerranée.

CARNIVAL DE NICE. — TIR AUX PIGEONS DE MONACO

Billets d'aller et retour de CLERMONT-FERRAND à NICE et MENTON

valables pendant 20 jours non compris le jour du départ

1^{re} classe : 116 fr.

Faculté de prolongation de deux périodes de 10 jours moyennant le paiement d'un supplément de 10 % pour chaque période.

Billets délivrés du 18 au 28 Février 1892 inclusivement avec faculté d'arrêt à toutes les gares du parcours ainsi qu'à Hyères. Ils sont valables pour tous les trains, à l'exception des rapides n° 7 et 10 partant : le premier de Marseille, à 11 h. 24 du matin ; le second, de Menton à 11 h. 33 du matin et de Nice à midi 55. Faculté de monter dans les trains de luxe (lits-salons et sleeping-cars) moyennant le paiement du supplément normal.

Les enfants de 3 à 7 ans paient place entière.

Transport gratuit de 30 kilogrammes de bagages.

On peut se procurer des billets et des prospectus détaillés à la gare de Clermont-Ferrand.

POSTICHES, PARFUMERIE

CHASSIN, Coiffeur

71, Rue Ste-Elisabeth, ROANNE

Abonnements au Mois et à l'Année

M. CHASSIN se charge d'organiser un orchestre irréprochable à tous les points de vue, pour fêtes et bals publics ou privés. M. Chassin est, en outre, constamment à la disposition des corporations et des sociétés qui désirent organiser des fêtes.

S'adresser à M. CHASSIN pour des Leçons de Danse à domicile ou dans une salle spéciale.

Une longue expérience lui permet de donner satisfaction à tous les désirs.

A LA BONNE NOURRICE

Friture



Matelotte

LASSEIGNE

RESTAURATEUR

Rue du Rivage, Pont du Renaison

DÉCOUPAGE

A L'EMPORTE-PIÈCE

PRIX MODÉRÉS

MAISON

DOZANCE-JOURDIER

HOTEL DU PETIT SAINT-JEAN

Repas pour Noces et Festins.

Service à la carte et à toute heure

J. AUGÉ

Rue Ste-Elisabeth, 77, ROANNE.

Roanne. — Grande Imprimerie Forézienne.

Le Gérant : L. GOUTTENOIRE.

TYPOGRAPHIE LITHOGRAPHIE

GRANDE IMPRIMERIE FORÉZIENNE

6, COURS DE LA RÉPUBLIQUE, 6

(EN FACE DE LA GARE)

Fêtes de Fêtes

FACTURES

CARTES DE VISITE

et de Commerce

ETC., ETC.

Spécialité d'AFFICHES pour THÉÂTRES, CONCERTS, etc.

Prospectus à Bon Marché dans les 24 Heures

Les Prospectus peuvent être pliés et mis sous bandes à l'adresse de tous les clients ou de toutes les professions pour le département ou pour toute la France.

Billets

de Naissance et de Mariage

LETTRES DEUIL

livrées dans les 2 heures

ETC., ETC.

Bandes-Adresses

à 2 francs le mille

ÉCONOMIE DE 20 POUR CENT

Catalogues

et tous Travaux de Publicité

ENVOI FRANCO DU CATALOGUE

Pour les Annonces, s'adresser à l'Imprimerie Forézienne, 6, Cours de la République

Vu par nous, Maire de Roanne, pour la légalisation de la signature de l'imprimeur apposée ci-contre.

Roanne, le

1891

Le Maire,

Le Gérant : L. GOUTTENOIRE.